

"(...) compte tenu de l'interdépendance économique, politique et militaire du monde occidental, ni les puissances intermédiaires comme le Japon, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et le Canada, ni même une superpuissance comme les États-Unis, ne peuvent, en comptant uniquement sur leurs potentialités nationales, réaliser leurs objectifs économiques et politiques ou assurer leur sécurité extérieure."

Et j'ajouterais que cette interdépendance intéresse de plus en plus l'environnement, comme nous l'a démontré l'ancien premier ministre Brundtland, avec son concept de développement soutenable.

C'est pourquoi il importe tant de faire partie du Sommet économique.

C'est pourquoi l'adhésion aux grandes organisations économiques internationales que sont l'OCDE, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale est vitale pour notre bien-être économique.

Dans un monde marqué par l'accélération du changement économique et technologique, il nous faut non seulement ouvrir des "fenêtres" sur le monde, mais aussi jeter des "ponts" qui nous lient les uns aux autres.

C'est depuis 1984 la pierre angulaire de la politique économique du Canada. Nous partons du principe qu'il faut être ouvert sur le monde si nous voulons que le monde s'ouvre à nous.

Plus encore, nous voulons être des intervenants à part entière dans l'économie mondiale parce que, plus que celle de tout autre grand pays industrialisé à part la République fédérale d'Allemagne, la prospérité du Canada repose sur ses marchés extérieurs.

D'ailleurs, le gouvernement du Canada vient d'élaborer une nouvelle stratégie de promotion commerciale, que l'on appelle Horizon Le Monde, qui comprend des initiatives dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la technologie visant à assurer que le Canada soit même plus compétitif sur le plan mondial dans les années 1990. Nous avons l'intention de mettre en oeuvre cette nouvelle stratégie en collaboration avec les gouvernements des provinces canadiennes et le secteur privé.

Bâtissant sur le fondement de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, la nouvelle stratégie de promotion commerciale du Canada vise à aider les entreprises canadiennes à tirer profit des multiples créneaux dans les marchés de l'Asie et du Pacifique et de l'Europe après l'intégration de 1992.